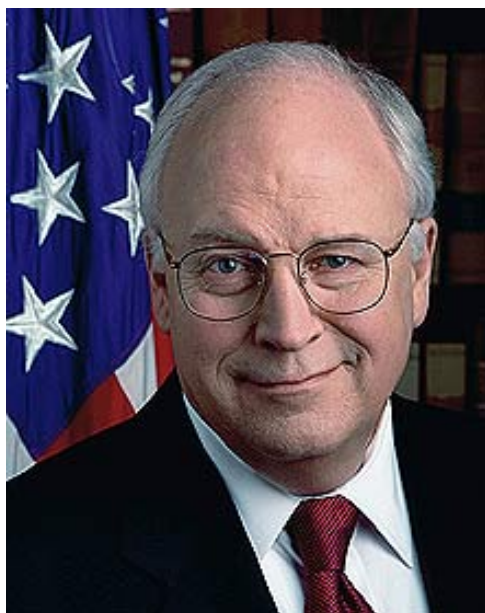


FABRICATION DE LA GUERRE CONTRE L'IRAK

Le dispositif Cheney



1998-2003, un petit groupe piloté par Dick Cheney met en place un dispositif secret pour organiser l'intoxication sur les « armes de destruction massive » irakiennes. Il infiltre et verrouille les centres d'expertises du département d'État, du Conseil de sécurité nationale et du Pentagone. Ce groupe fabrique des informations fictives et recrute de faux témoins qu'il livre aux médias. Le Réseau Voltaire révèle les détails de cette manipulation de l'appareil d'État et dévoile les noms des responsables.

page 2

Le « conspirationnisme » se développe chez les démocrates

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'accusation de

« conspirationnisme » semble de moins en moins opérante. Trois parlementaires républicains, Sam Johnson, Mark Kirk et Steve Pearce, la brandissent encore pour enjoindre le candidat démocrate John Kerry de tenir sa langue. En effet ses trois principaux rivaux adhère désormais au « complotisme » et n'ont pas hésité à dire que la guerre d'Irak servait des intérêts pétroliers privés ou que le président Bush a sciemment laissé perpétrer les attentats du 11 septembre.

page 8

PILLAGE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE

Bush, Khodorkovsky & Associates

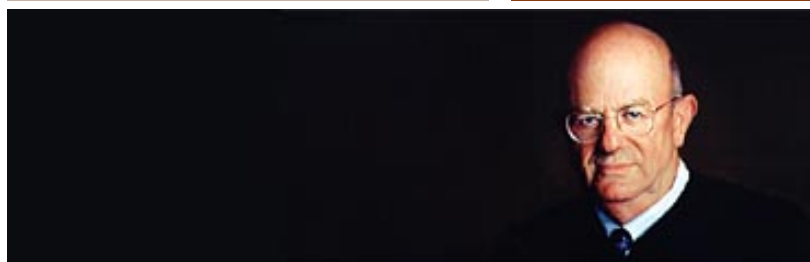
IL Y A 3 MOIS SUR RÉSEAUVOLTAIRE.NET



Les États-Unis et de nombreux médias se sont indignés de l'arrestation, le 25 octobre, de l'homme le plus riche de Russie, Mikhail Khodorkovsky. Les uns et les autres ont omis de préciser ses liens

financiers avec la famille Bush et ses investissements dans la presse. L'oligarque est en particulier membre du Carlyle Group. Cette puissante société de gestion de portefeuilles est aussi celle de la famille Ben Laden.

À lire en ligne sur RéseauVoltaire.net



RENSEIGNEMENT : ENQUÊTE DE COMPLAISANCE

Le président George W. Bush a nommé, le 6 février 2004, sept des neuf membres de la Commission d'enquête sur l'échec des services de renseignement dans l'affaire des « armes de destruction massive » irakiennes. Malgré l'équilibre entre démocrates et républicains, la Commission est bien verrouillée. Son président, l'ancien sénateur démocrate Charles S. Robb, est le gendre de l'ancien président Johnson et un ami du clan des Texans. Les deux autres démocrates, Rick Levin et Llyod Cutler, seraient membres de la société secrète des Skulls & Bones, avec George W. Bush. Quand aux membres républicains, il s'agit de vieux routiers des coups tordus, comme le juge Laurence Silberman (photo), qui négocia October Surprise ; ou des rivaux politiques qui ne pourront rien dévoiler sans se compromettre comme le sénateur John McCain. La Maison-Blanche semble avoir renoncé à nommer James Woolsey, ancien directeur de la CIA impliqué dans l'affaire, et s'est rabattue sur l'amiral William O. Studeman, son ancien adjoint.

Fabrication de la guerre contre l'Irak

Le dispositif Cheney

1998-2003, un petit groupe piloté par Dick Cheney met en place un dispositif secret pour organiser l'intoxication sur les « armes de destruction massive » irakiennes. Il infiltre et verrouille les centres d'expertises du département d'État, du Conseil de sécurité nationale et du Pentagone. Ce groupe fabrique des informations fictives et recrute de faux témoins qu'il livre aux médias. Le Réseau Voltaire révèle les détails de cette manipulation de l'appareil d'État et dévoile les noms des responsables.



Après les déclarations de David Kay, ancien chef du groupe d'inspection en Irak, selon lesquelles l'Irak ne disposait pas d'« armes de destruction massive », George Tenet, directeur de la CIA, est monté au créneau pour défendre le bilan de son agence.

M. Tenet, qui ne s'était pas exprimé en public depuis le 23 mai 2003, a choisi sa conférence annuelle à Georgetown, le 5 février 2004, pour mener l'offensive. Cette prestigieuse université, située à Washington DC, a été fondée par les jésuites. Elle a fourni de très nombreux cadres à la CIA et M. Tenet lui-même en a été élève. Les liens actuels entre les jésuites états-uniens et l'Agence passent par le cardinal Avery Dulles (s.j.), neveu du fondateur de la CIA.

George Tenet a reconnu [1] que ses auditeurs avaient « *le droit de savoir* » ce qu'il en était des armes de destruction massive irakiennes, mais qu'il leur faudrait du « *temps et de la patience* », pour conclure, qu'en définitive « *lorsque tous les faits auront été rassemblés, on verra que nous n'avions ni*

tout à fait tort, ni tout à fait raison ». Les étudiants ont chaudement applaudi cette plaidoirie *pro domo*, l'on peut pourtant s'interroger sur l'utilité d'une agence de renseignement qui se contente d'approximations.

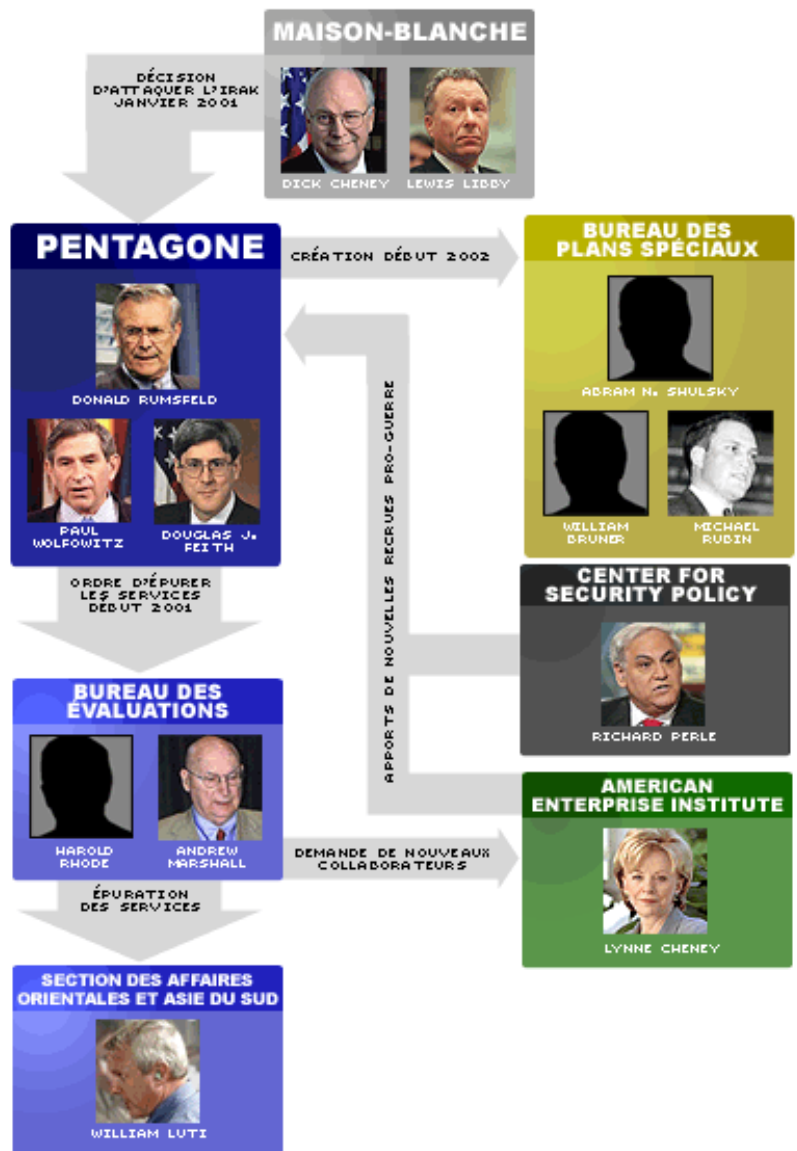
On n'en attendait pas moins de Tenet qui est réputé pour « couvrir » ses subordonnés lorsque l'Agence est attaquée [2]. Toutefois ce que l'on reproche à la CIA, c'est moins de s'être trompée que d'avoir laissé le Pentagone distiller de fausses informations. L'Agence et le département d'État sont toujours restés évasifs sur les armes irakiennes, tandis que le département de la Défense avait constitué une cellule *ad hoc* qui est à l'origine de cette intoxication. En fait Tenet est pris à son propre jeu. Tout au long de la crise ses services ont multiplié les notes pour mettre en garde face aux exagérations du département de la Défense, mais, pour sauver son budget, il a fini par accepter de publier un document de complaisance accréditant ce qu'il savait faux. Nous allons vous raconter comment des politiques sont parvenus à mettre au pas les services de renseignement et à les obliger à tenir le discours dont ils avaient besoin.

La mise en place du système d'intoxication

Rappelons en premier lieu que la décision d'attaquer l'Irak a été prise, non pas en 2002, mais le 29 septembre 1998 lors du vote par le Congrès des États-Unis de la loi sur la libération de l'Irak [3] à l'issue d'une campagne du Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) [4], le think tank électoral de George W. Bush. Il s'agissait à l'époque de renverser Saddam Hussein et non pas de le désarmer [5].

Le président Clinton avait refusé de donner suite à cette décision du Congrès. Mais dès sa nomination et avant même sa prise de fonction à la Maison-Blanche, le président Bush a planifié sa mise en œuvre. Ainsi, lors de la séance de transmission des pouvoirs au Pentagone, le 9 janvier 2001, il interrompt les généraux qui lui présentaient leurs dossiers pour leur demander quels plans ils avaient préparé pour attaquer l'Irak [6]. George W. Bush hésita à instrumentaliser les attentats du 11 septembre pour envahir l'Irak, mais choisit en définitive d'en profiter pour attaquer l'Afghanistan [7]

L'opération d'intoxication a été commanditée conjointement par la Maison-Blanche et le Pentagone. Elle a été directement pilotée par Lewis « Scotter » Libby, chef de cabinet du vice-président, et par Douglas J. Feith, sous-secrétaire à la défense chargé de la planification politique, pour le compte de Dick Cheney et Donald Rumsfeld. Avocat international, Libby s'est fait connaître en défendant des personnalités mafieuses juives, comme Marc Rich [8]. Lauréat de l'Organisation sioniste américaine, Douglas J. Feith est également avocat international. Son associé au sein du cabinet Feith & Zell est le porte-parole d'une organisation de colons israéliens. Il a lui-même été conseiller du Premier ministre Benjamin Netanyahu et milite pour l'annexion par Israël de tous les Territoires palestiniens et la déportation des populations de Gaza et Cisjordanie en Irak.



L'opération a initialement été confiée à Harold Rhode, un spécialiste d'origine lituanienne de la Solution finale, qui présida la Société juive de généalogie du Grand Washington [9]. Rhode est aussi un éminent spécialiste du Proche-Orient. Il parle l'arabe, le farsi, l'hébreu et le turc. Il travaille au sein du Bureau des évaluations du Pentagone [10], une cellule bureaucratique chargée d'évaluer la validité des programmes en cours. Il est dirigé depuis sa création, en 1973, par Andrew Marshall. Bill Clinton, exaspéré par l'anti-communisme primaire et désuet de Marshall, avait tenté, en vain de fermer ce bureau.

Sous prétexte d'évaluation, Rhode et Marshall commencèrent à épurer les services du Pentagone qui devaient traiter de l'Irak ; en premier lieu la Section des affaires proche-orientales et sud-asiatiques dirigée par William Luti. Fin 2001, Harold Rhode commença à recruter de nouveaux collaborateurs. Par souci de discrétion, les entretiens ne se tinrent pas dans les locaux du Pentagone, mais dans ceux de l'Institut américain de l'entreprise [11]. Certains eurent lieu en présence de Richard Perle. Les candidats sélectionnés furent tous présentés à Douglas J. Feith pour validation.

L'une des premières recrues importantes fut David Wurmser, qui travaillait à l'Institut américain de l'entreprise pour lequel il avait publié, en mars 1999, *L'Allié de la tyrannie : l'échec de l'Amérique à vaincre Saddam Hussein* [12] ; un ouvrage préfacé par Richard Perle. En outre, il est l'un des sept auteurs de

l'étude mystico-politique qui inspira la politique de Benjamin Netanyahu : *Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume d'Israël* [13]. Parmi les autres signataires, on relève Richard Perle et Douglas J. Feith, ainsi que son épouse Meyrav Wurmser. Celle-ci est une des responsables du MEMRI, une agence de presse animée par des officiers de Tsahal.

La seconde recrue fut un maronite libanais, F. Michael Maloof, qui avait été assistant de Perle au Pentagone dans les années 80.

En quelques temps, une vingtaine de personnes furent ainsi recrutées. Début 2002, un Bureau des plans spéciaux fut alors créé par Feith au Pentagone et tout ce personnel y fut incorporé. Il est dirigé par Abram N. Shulsky, un vétéran des opérations psychologiques et spécialiste universitaire du philosophe de prédilection des néo-conservateurs, Leo Strauss. Il a commencé sa carrière comme assistant du sénateur Daniel P. Moynihan à la Commission sénatoriale du renseignement. Il travaillait alors avec Gary Schmitt (actuel directeur du Projet pour un nouveau siècle américain) avec lequel il se lia d'amitié. Ils ont publié ensemble, en 1991, *La guerre silencieuse : Comprendre le monde du renseignement* [14]. Par la suite, Shulsky a travaillé au sein d'un think tank anticommuniste, le National Strategy Information Center [15], sous l'autorité de Prescott Bush Jr. Enfin, il a rédigé des études pour la Rand Corporation, lorsque Richard Perle et Condoleezza Rice en étaient administrateurs. Notamment un rapport sur le remodelage de l'Asie centrale, qu'il a cosigné avec Zalmay Khalilzad, actuel représentant spécial de George W. Bush pour l'Afghanistan et l'Irak [16].

Pour accréditer ses intox, le Bureau des plans spéciaux s'appuya sur des témoins providentiels, qui avaient tous vu les « armes de destruction massive » et savaient où elles étaient cachées. Ils furent recrutés parmi les exilés irakiens par le colonel William Bruner avec l'aide du Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi.

Le Congrès national irakien est une organisation fantôme créée par le cabinet de communication Rendon Group pour le compte de la CIA, puis du Pentagone. Il aurait pu jouer le rôle d'un gouvernement irakien provisoire à la chute de Bagdad si les Français et les Russes ne s'y étaient pas opposés. Son président, Ahmed Chalabi, a souvent été décrit comme un escroc international après la faillite de la banque Petra qu'il dirigeait en Jordanie. Il est peu connu qu'il a été choisi par Richard Perle qui le connaissait par le biais de son beau-père, Albert Wohlstetter, le théoricien la bombe US. Chalabi étudiait alors les mathématiques à Chicago. Chalabi est aujourd'hui chaperonné par James Woolsey, ancien directeur de la CIA [17].

C'est par exemple par ce canal qu'a été recruté Hussain al-Shahristani, dont les pseudos révélations ont alimenté les rapports du Foreign Office britannique et quelques spectaculaires conférences de presse [18].

La neutralisation des oppositions

Cependant, les « renseignements » recueillis par le Bureau des plans spéciaux du Pentagone ont été démentis, point par point, par le Bureau des Affaires proche-orientales et sud-asiatiques du département d'État. Mais Dick Cheney, qui avait prévu le surgissement de cette contre-expertise, n'avait pas manqué de prévoir sa neutralisation. Il avait imposé à Colin Powell de nommer à sa

direction sa propre fille, Elisabeth Cheney. Celle-ci purgea les fonctionnaires rebelles, notamment Greg Thielmann.

Le même problème aurait pu se poser au Conseil national de sécurité. Aussi Dick Cheney y avait-il fait nommer, en juin 2001, son ami Elliott Abrams pour les questions proche-orientales. Abrams commença sa carrière comme collaborateur du sénateur démocrate Henry « Scoop » Jackson, aux côtés de Richard Perle ; puis il travailla pour le sénateur Daniel P. Moynihan avec Abram N. Shulsky et Gary Schmitt. Sous Nixon et Reagan il supervisa les escadrons de la mort en Amérique centrale et participa activement à l'Irangate. Fondamentaliste juif, il a créé le Centre pour l'éthique et la politique publique où il a étudié et dénoncé l'influence du matérialisme états-unien sur la société israélienne. C'est aussi un des adversaires les plus résolus des Accords d'Oslo.

Enfin, pour réussir cette opération, Dick Cheney devait aussi neutraliser d'éventuelles initiatives de paix de Saddam Hussein. Une opération complexe fut organisée par le Bureau des plans spéciaux pour faire patienter le président irakien et lui faire croire le plus longtemps possible à une issue pacifique de la crise. Il fallait absolument empêcher qu'il ne donne pleine satisfaction aux experts de l'ONU.

Les Irakiens furent contactés par l'officier libanais du Bureau, Michael Maloof, et des négociations secrètes furent conduites à Londres par Richard Perle. Le procédé utilisé est exactement le même qu'en 1991, lorsque Bush père fit appel à François Mitterrand pour faire patienter Saddam Hussein en lui envoyant Marc Bourreau d'Argonne et Edgard Pisani [19]

En définitive, toute cette opération a été pilotée par Dick Cheney grâce à une équipe restreinte de personnes fidèles. Il n'a pas hésité à impliquer son épouse, Lyne, qui a surveillé les activités à l'Institut américain de l'entreprise, et à impliquer sa fille Elizabeth, qui a court-circuité Colin Powell au département d'État.

La presque totalité des cadres de l'opération a été recrutée dans les milieux sionistes les plus extrémistes sur la promesse de démanteler l'Irak et d'y créer un jour un État où déporter les Palestiniens. La plupart d'entre eux sont membres du Centre pour la politique de sécurité [20] et avaient publié ensemble une lettre ouverte au président Clinton, en 1998, pour réclamer l'attaque de l'Irak.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] Cf. *Iraq and Weapons of Mass Destruction*, par George Tenet, Remarks at Georgetown University, 5 février 2004

[2] C'est ce comportement qui explique sa longévité à la direction de la CIA. Cf. *The CIA at War* de Ronald Kessler (St Martin Press, 2003). L'auteur, qui est très complaisant avec Tenet, insiste sur ce point.

[3] Iraq Liberation Act, S. 2525 , 105e Congrès, 2e session, 29 septembre 1998.

[4] Le Project for a New American Century a publié deux lettres ouvertes, le 26 janvier 1998 au président Clinton et le 29 mai 1998 aux présidents des groupes parlementaires

républicains.

[5] Cf. les auditions organisées devant le Sous-comité des affaires proche-orientales et sud-asiatiques de la Commission des affaires étrangères du Sénat, le 2 mars 1998.

[6] Cf. « Pentagon Briefs Bush on Iraq », par Eric Schmitt et James Dao, in *New York Times* du 10 janvier 2001.

[7] Cf. *Bush at War* par Bob Woodward (Simon & Schuster, 2002). Au regard de l'opinion publique intérieure, le régime Bush devait trouver un moyen de présenter cette expédition coloniale comme une riposte en légitime défense. Il fallait donc inventer un *casus belli*.

[8] Propriétaire de Glencore, Marc Rich a mené des opérations de casse industrielle en France. À cette occasion, il a été qualifié par Jacques Chirac de « patron voyou ».

[9] La [Jewish Genealogy Society of Greater Washington](#) tente de reconstituer les familles des victimes juives du nazisme.

[10] Office of Net Assessment.

[11] L'[American Enterprise Institute](#) a été créé en 1943, mais il a été récupéré par les réseaux stay-behind à la fin des années 70. Il emploie aujourd'hui madame Cheney.

[12] *Tyranny's Ally : America's failure to Defeat Saddam Hussein*, par David Wurmser, American Enterprise Institute Press, 1999.

[13] Une version abrégée est disponible sur en ligne : [A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm, Institute for Advanced Strategic and Political Studies](#).

[14] *Silent Warfare : Understanding the World of Intelligence*, par Abram N. Shulsky et Gary J. Schmitt (Brassey's Inc, 1991).

[15] Le journaliste français Xavier Raufer était membre correspondant de cet institut. Cf. notre article « [Christian de Bongain, alias Xavier Raufer](#) ».

[16] *The United States and Asia : Toward a New US Strategy and Force Posture*, par Zalmay Khalilzad, David T. Orletsky et Abram N. Shulsky (Rand Corporation, 2001).

[17] Comme George W. Bush, Woolsey est membre d'une société secrète d'anciens étudiants de Yale, les Skulls and Bones.

[18] Voir notre article « [Témoin surprise](#) », par S. A., *Réseau Voltaire*, 25 février 2003.

[19] Voir notre article : « [Le double jeu de François Mitterrand](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 novembre 2003 et le livre-témoignage *Irak, guerre ou assassinat programmé ?*, par Marc Boureau d'Argonne (François-Xavier de Guibert éd., 2002).

[20] Voir notre enquête « [Les marionnettistes de Washington](#) » par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 novembre 2002.

Le « conspirationnisme » se développe chez les démocrates

Analyse

Abdulmajid Attar, ancien Pdg de la compagnie nationale algérienne des pétroles, la Sonatrach, répond aux diffamations dont il fait l'objet. Selon le quotidien irakien *Al-Mada*, il aurait été corrompu par Saddam Hussein et rémunéré en barils de pétrole. Pour sa défense, il prie les lecteurs de *Dar Al-Hayat* de se reporter à notre enquête « [L'intox des barils irakiens](#) ». Il ajoute que le total des cadeaux imputés au tyran de Bagdad atteint le chiffre extravagant de 4 milliards de barils sur trois ans alors que la production irakienne, contrôlée par l'ONU, était inférieure au milliard de barils annuel.

L'accusation de « conspirationnisme », qui servait à exclure du débat politique toute contestation évoquant des manœuvres politiques concertées, mais non-publiques, semble de moins en moins opérante. Trois parlementaires républicains, Sam Johnson, Mark Kirk et Steve Pearce, la brandissent encore dans le *Washington Times* pour enjoindre le candidat démocrate John Kerry de tenir sa langue. En effet ses trois principaux rivaux ont déjà abandonné le « politiquement correct » pour le « complotisme » et n'ont pas hésité à dire tout haut que la guerre d'Irak servait des intérêts pétroliers privés ou que le président Bush a sciemment laissé perpétrer les attentats du 11 septembre. Sydney Blumenthal, ancien membre du Conseil de sécurité nationale, relève dans *The Age* que la CIA n'a pas démérité dans l'affaire des « armes de destruction massive » irakiennes. Les renseignements de base étaient exacts. C'est le document final, retoqué pour des raisons politiques, qui était faux. En réalité, l'intox provient du Bureau des plans spéciaux du Pentagone, et de lui

seul. Powell, qui voit le vent tourner, a commencé à dire qu'il se serait opposé à la guerre s'il avait eu les bonnes informations. Il amorce probablement le sauve-qui-peut général de ceux qui ne veulent pas couler avec les néo-conservateurs. L'ancien inspecteur de l'ONU, Scott Ritter, remarque dans l'*International Herald Tribune* que tout le monde ne s'est pas trompé sur ce sujet. Rolf Ekeus, Hans Blix, Greg Theilmann et lui-même se sont maintes fois exprimés avant la guerre pour dénoncer cette intoxication. Mais ils n'ont pas été écoutés parce que rarement relayés par la presse.

Le ministre de la Justice du Canada, Irwin Cotler, dresse le catalogue du nouvel anti-judaïsme dans le *Jerusalem Post*. Cela va des antisionistes qui remettent en cause la nature juive de l'État d'Israël aux catholiques qui croient remplacer les juifs dans la faveur divine. La finalité de cet inventaire est de prouver l'impossibilité pour les juifs de vivre en Europe et de les inviter à émigrer en Israël. M. Cotler fut administrateur de l'Institut de planification de la politique du peuple juif, créé par l'Agence juive en charge de l'immigration en Israël.

Enfin, dans *Le Monde*, l'ancien ministre Alain Madelin s'insurge contre la loi sur les signes religieux ostensibles. Elle n'est pas nécessaire puisque les conflits sont marginaux et que le dispositif réglementaire actuel est suffisant. Malgré sa formulation, il s'agit d'une loi exclusivement destinée à réprimer le port du voile islamique. Elle risque donc de créer un fossé entre les musulmans et le reste de la population. Sur ce sujet, M. Madelin a donc choisi de défendre le libéralisme politique dont il se réclame plutôt que les intérêts états-uniens auxquels il est lié qui, eux, poussent au clash des civilisations.

Réseau Voltaire

Abdulmajid Attar

Abdulmajid Attar est l'ancien PDG de la compagnie pétrolière algérienne Sonatrach.

« Offrir des barils de pétrole secrètement ? ! »

Source : Dar Al-Hayat

Référence : « Offering Oil Barrels Secretly ? ! », par Abdulmajid Attar, *Dar-Al-Hayat*, 6 février 2004.

Le 25 janvier, le quotidien irakien *Al-Mada* a publié le nom de 262 personnalités internationales qui auraient touchés des milliers de barils de pétrole irakien en échange de leur soutien à Saddam Hussein. Mon nom était mentionné dans cette liste. Mais même sans cela je me serai prononcé sur cette affaire.

Tout d'abord je voudrai que les lecteurs lisent l'un des articles publiées sur www.reseauvoltaire.net, « **L'intox des barils irakiens** ». Ensuite, je voudrai faire remarquer que, selon la presse irakienne, 4 milliards de barils ont été offerts, ce qui représente cinq fois la production irakienne annuelle et dix fois la production annuelle algérienne. Était-il possible de faire sortir de telles quantités de pétrole du territoire sans que l'ONU ou les États-Unis ne s'en aperçoivent ? On peut aussi douter du fait que, à 12 dollars le baril, Saddam Hussein ait offert 50 milliards de dollars.

De 1996 à 2000, j'ai été le principal négociateur international auprès du ministre du Pétrole irakien en tant que directeur des projets internationaux, puis PDG de la **Sonatrach**. J'ai négocié d'importants contrats visant au développement des champs pétrolifère de Tuba. Ces négociations étaient soutenues par de grandes compagnies pétrolières internationales, dont certaines américaines, qui nous y encourageaient dans l'espoir de pouvoir participer à l'accord une fois les sanctions levées. Nous participions également au programme pétrole contre nourriture, mais les échanges se faisaient via l'ONU, sans traiter directement avec les Irakiens. Nous avons également fourni une aide humanitaire aux Irakiens et ouvert un bureau à Bagdad.

Après 2000, je ne faisais plus partie de la Sonatrach et il est devenu difficile de faire des contrats avec les Irakiens. J'ai cependant servi d'intermédiaire entre l'Irak et d'autres compagnies et ni elles, ni moi, n'avons reçu de cadeau de l'Irak.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne.

« Comment Bush a trompé le monde »

Source : The Age

Référence : « How Bush misled the world », par Sidney Blumenthal, *The Age*, 6 février 2004.

David Kay, qui affirmait qu'il trouverait rapidement des armes de destruction massive avant de se rendre en Irak, affirme aujourd'hui que nous avons « entièrement faux » sur ce sujet et que le président **George W. Bush** a été mal informé par l'intégralité de la communauté du renseignement. Bush a décidé, suite à ces déclarations, de nommer une commission pour enquêter sur les échecs des services de renseignement.

En réalité, la communauté du renseignement n'a pas échoué. Elle a présenté des affirmations correctes et des avertissements qui ont été ignorés ou détournés par l'administration Bush. Chacune des affirmations d'avant-guerre de la **Maison-Blanche** a donné lieu à des dissensions dans le monde du renseignement, mais ces services ont été court-circuités par la création du Bureau des plans spéciaux au sein du **Pentagone** dont la direction a été confiée à des néo-conservateurs. Ce bureau a détourné les procédures habituelles et a mis l'accent sur les témoignages d'exilés irakiens qui avaient été jugés douteux par les autres agences de renseignement.

Dans le même temps, des pressions étaient exercées sur les analystes des agences. **Dick Cheney**, **Newt Gingrich** et **Condoleezza Rice** se sont rendus personnellement dans les bureaux de la **CIA** pour discuter avec eux. **George Tenet** a choisi de se faire l'avocat de la politique de Bush plutôt que de soutenir son agence et **Colin Powell** ne tint pas compte des avertissements des analystes du **département d'État** quand il prononça son discours devant le Conseil de sécurité sur les armes de destruction massive irakiennes. Aujourd'hui que Bush demande une enquête, il affirme que s'il avait su qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak, il se serait opposé à l'invasion.

Powell sait quand le vent tourne et il est peut-être le premier à amorcer ce qui pourrait devenir un sauve-qui-peut général.

Sam Johnson, Mark Kirk, Steve Pearce



Sam Johnson est député républicain du Texas et vétéran du Vietnam où il a été prisonnier pendant 7 ans.



Mark Kirk est député républicain de l'Illinois et officier de réserve du renseignement naval. Il a été le seul membre du Congrès à participer à l'opération « Liberté en Irak ».



Steve Pearce est député républicain du Nouveau Mexique et vétéran du Vietnam.

« La vérité s'absente »

Source : Washington Times

Référence : « Truth goes AWOL », par Sam Johnson, Mark Kirk et Steve Pearce, *Washington Times*, 6 février 2004.

Depuis des mois, nous voyons des éléments du Parti démocrate exprimer des théories conspirationnistes contre **George W. Bush**. **Ted Kennedy** a prétendu que la Guerre d'Irak avait été fabriquée au Texas pour des objectifs politiques et **Howard Dean** a soulevé la théorie intéressante selon laquelle le président Bush aurait eu connaissance des attentats du 11 septembre avant qu'ils n'aient eu lieu. Aujourd'hui, le président du Parti démocrate, **Terry McAuliffe**, a rejoint cette cacophonie et affirme que le président a quitté son poste dans la Garde nationale sans permission et que George W. Bush n'a « jamais servi dans l'armée de notre pays ».

Il a été démontré que ces affirmations étaient fausses par l'**Annenberg Center** de l'université de Pennsylvanie, mais le plus troublant dans les affirmations de McAuliffe, c'est qu'il sous-entend que la Garde nationale ne fait pas partie de notre armée, ce qui est une insulte à ses milliers de soldats qui ont donné leur vie pour notre pays. Il faut que le président du Parti démocrate présente ses excuses aux Gardes nationaux. Il n'est pas le seul car Michael Moore, qui soutient **Wesley Clark**, a tenu des propos similaires.

John Kerry, en tant que favori à l'investiture, doit rejeter ces affirmations et ne pas laisser les états de service devenir un sujet politique.

Scott Ritter



Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America...*

« Tout le monde ne s'est pas trompé sur les armes irakiennes »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Not everyone got it wrong on Iraq's weapons » par Scott Ritter, *International Herald Tribune*, 6 février 2004.

Nous nous sommes totalement trompés, a dit David Kay au Congrès, en affirmant que la faute en revenait à la communauté du renseignement qui aurait fourni de fausses informations. Cette remarque semble être un moyen de protéger **George W. Bush**. Cette impression est renforcée par décision présidentielle de nommer une commission, qui ne pourra qu'analyser les données fournies par les services et non leur usage politique et qui ne rendra ses conclusions qu'après les élections.

Quoi que trouve cette commission, on peut déjà affirmer que tout le monde ne se trompait pas. J'ai affirmé depuis longtemps qu'il n'existait pas d'éléments prouvant que l'Irak avait des armes de destruction massive. Rolf Ekeus, l'ancien responsable des inspections en Irak, a affirmé que, selon lui, l'Irak était désarmé en 1996 et **Hans Blix** a affirmé qu'il n'existait pas de preuve de la présence d'armes de destruction massive en Irak. L'ambassadeur Joseph Wilson et l'analyste du **département d'État** Greg Theilmann ont tous deux démontré le caractère erroné des affirmations du président sur le programme nucléaire irakien.

Interdire à la commission de ne pas se pencher sur l'utilisation politique des renseignements est absurde, surtout quand on sait que le président Bush a accepté le plan d'attaque de l'Irak en août 2002 alors que la **CIA** n'a rendu son rapport sur l'Irak qu'en octobre 2002. Stu Cohen de la CIA a estimé que, vu les informations collectées par l'agence, toute personne raisonnable devait arriver à la même conclusion que l'agence sur les armes de destruction massive. Je me considère, moi et beaucoup d'autres anciens analystes, comme raisonnables et pourtant nous n'avons pas partagé ces conclusions. Nous connaissions la vérité, mais personne ne nous a écouté.

Irwin Cotler



Avocat et professeur de Droit, Irwin Cotler est ministre de la Justice du Canada. Il a été membre du conseil de direction du Jewish People Policy Planning Institute.

« Les Droits de l'homme et le nouvel anti-judaïsme »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Human rights and the new anti-Jewishness » par Irwin Cotler, *Jerusalem Post*, 6 février 2004. Cette tribune est la reprise d'un article publié en novembre 2002 par le *Jewish People Policy Planning Institute*.

Nous assistons aujourd'hui à un renouveau global de l'antisémitisme qui rappelle l'atmosphère des années 30. Toutefois ce nouvel antisémitisme se distingue de son ancienne forme et il mérite donc d'être redéfini. Il se caractérise aujourd'hui dans sa forme la plus bénigne (si on peut appeler cela bénin) par des jugements contre Israël différant des normes communes sur la scène internationale, comme le font les agences des Droits de l'homme de l'ONU. Dans sa forme la plus dure, il passe par des attentats suicide génocidaires contre Israël et les juifs. En fait, quand l'ancien antisémitisme s'attaquait aux juifs en tant qu'individus, le nouvel antisémitisme les attaque entant que peuple.

Le nouvel antisémitisme se manifeste de plusieurs façons que j'aimerais indexer :

- ▶ L'antisémitisme génocidaire : il inclut tous les appels à la destruction d'Israël et du peuple juif. Cela regroupe les appels des groupes terroristes ou de certains religieux musulmans, mais aussi de certains États comme l'Iran et l'Irak. Ces pays expriment leur souhait d'utiliser l'arme nucléaire pour y parvenir. Le silence face à ces antisémitismes est troublant.
- ▶ L'antisémitisme politique : il se manifeste par le refus du droit à l'autodétermination du peuple juif et donc la délégitimation de l'existence même d'Israël, pays auquel on va attribuer tous les maux de la terre. Il s'agit d'une adaptation des vieux principes antisémites médiévaux relatifs à la religion juive que l'on transpose à la nouvelle religion civile des juifs : l'attachement à Israël. Il passe souvent par la condamnation d'Israël comme un État d'apartheid ou du sionisme comme un racisme.
- ▶ L'antisémitisme théologique : il s'agit de l'antisémitisme islamique accepté par les États et qui présente le judaïsme comme l'ennemi perfide de l'islam. Il s'agit également de l'antisémitisme chrétien qui considère que l'Église a remplacé les juifs dans la faveur de D... [1]. Dans ce domaine, on assiste en Europe à un retour sans précédent de l'antisémitisme.
- ▶ Nier à Israël le droit à l'égalité devant la loi. Il s'agit de la discrimination contre Israël à l'échelle internationale. Les avis de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU ou la conférence internationale de Durban en sont de bons exemples.
- ▶ L'antisémitisme économique : il s'agit de toutes les mesures discriminatoires prises dans le domaine économique contre Israël ou les juifs. C'est notamment le cas du boycott exercé par des pays arabes, mais également de la négation de l'Holocauste pour délégitimer les réparations financières.
- ▶ L'antisémitisme étatique : il s'agit de toute la propagation de la culture de la

haine par les États.

Il est temps de sonner l'alarme face à ces antisémitisme car si les discriminations commencent souvent par les juifs, elles ne s'arrêtent jamais à eux.

[1] NDLR : « D... » est la traduction que nous faisons de l'expression « G-d » employée par l'auteur. Il s'agit de la façon de désigner Dieu (*God* en anglais) sans briser l'interdit juif de le nommer.

Alain Madelin



Député UMP d'Ille-et-Vilaine, Alain Madelin est ancien ministre français de l'Économie et des finances (1995). Il a participé à la création de la Nouvelle Initiative Atlantique de l'American Enterprise Institute.

« Voile, la loi de trop »

Source : Le Monde

Référence : « Voile, la loi de trop », par Alain Madelin, *Le Monde*, 6 février 2004.

Je ne souscris pas à l'actuelle rhétorique guerrière prétendant que la République est en danger et à la soudaine ferveur laïque, aussi je ne voterai pas la **nouvelle loi**. Quel que soit le nom qu'on lui donne, cette loi est une loi contre le foulard islamique ; l'interdiction à l'école des autres signes religieux ostensibles n'est là que pour assurer une symétrie.

Le voile n'est pourtant qu'une menace limitée puisque, selon le ministre de l'Intérieur, il n'y a eu que 20 cas difficiles dans les établissements scolaires cette année et seulement quatre exclusions. Il n'y aurait eu que dix cas difficiles selon le ministre de l'Éducation nationale. Les conflits liés au voile ont été divisés par deux en dix ans. Il est légitime de demander de respecter les usages vestimentaires de la République, de ne pas accepter que le foulard devienne un étendard politique ou de refuser le voile imposé sous la contrainte, mais je ne pense pas qu'il faille une nouvelle loi, car les enseignants disposent déjà de tous les moyens nécessaires pour faire face à ces situations. La tâche n'est pas facile, mais la **décision du Conseil d'État de 1989** était satisfaisante.

Une prohibition pure et simple serait une solution de facilité qui remettrait en cause le subtil équilibre juridique construit au fil du temps. La laïcité, jusqu'à présent, était la laïcité des enseignants et des enseignements, pas des élèves. C'est assurément détourner le principe de laïcité que d'en faire un principe d'exclusion. En outre, telle que la loi est actuellement rédigée, il sera difficile aux gardes frontières de la nouvelle laïcité de déterminer quel signe est ostensible et quel signe ne l'est pas.

Sans doute le vote de la loi aura permis d'exorciser une part des peurs de la société française, mais nous avons esquivé le débat sur les vrais échecs de la République, sur la place de l'islam en France et sur sa compatibilité avec la modernité, la laïcité et les Droits de l'homme. Si cette nouvelle loi était adoptée, il faudrait tout faire pour éviter que le fossé ne se creuse pas entre les musulmans et le reste de la population.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .